

| | |
|---|-----|
| <i>Droit fiscal</i> : impôt sur les opérations de bourse et transactions sur valeurs mobilières cotées à l'étranger : intermédiaire redevable | 307 |
| <i>Droit fiscal</i> : groupes de sociétés et options pour le régime d'intégration fiscale : statistiques | 308 |
| <i>Droit communautaire</i> : société anonyme européenne : projet de statut | 309 |
| <i>Droit communautaire</i> : création d'une commission des opérations de bourse au niveau européen | 310 |
| <i>Procédures collectives</i> : responsabilité personnelle des dirigeants mise en œuvre. | 311 |

VI. — BIBLIOGRAPHIE :

| | |
|---|-----|
| Comptes rendus d'ouvrages | 313 |
| Bibliographie thématique « La commission des opérations de bourse | 314 |
| Actualités bibliographiques : articles et notes de jurisprudence | 316 |
| Sélection d'ouvrages et de monographies | 333 |

VII. — INFORMATIONS :

| | |
|--|-----|
| — Déroulement des assemblées générales : proposition de nouvelles modalités, assentiment de la C.O.B. | 335 |
| — Journée d'étude sur le GEIE | 336 |
| — Prix de thèse de la Chambre des Avoués près la cour d'appel de Paris | 336 |

| | |
|---|-----|
| <i>Société en général</i> , redressement judiciaire, dirigeant interdiction de diriger une entreprise, cas, mauvaise gestion, Paris 3 ^e Ch. soc. A, 20 déc. 1988. | 290 |
| <i>Société en général</i> , constitution, commencement d'exploitation, société créée de fait, engagement de tous les associés, Paris 15 ^e Ch. B, 3 mars 1989. | 290 |

IV. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION :

| | |
|---|-----|
| — Directive du Conseil des Communautés européennes du 12 déc. 1988 concernant les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse | 291 |
| — Décret n° 89-148 du 6 mars 1989 relatif à la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés | 297 |
| — Décret n° 89-154 du 9 mars 1989 réglementant les relations financières avec l'étranger | 297 |
| — Décret n° 89-158 du 9 mars 1989 relatif aux fonds communs de créances | 300 |
| — Décret n° 89-170 du 14 mars 1989 relatif au régime temporaire d'allègement d'impôt sur les bénéficiaires en faveur des entreprises nouvelles | 302 |
| — Arrêté du 9 mars 1989 portant fixation de certaines modalités d'application du décret n° 89-154 du 9 mars réglementant les relations financières avec l'étranger | 302 |
| — Circulaire du 9 mars 1989 relative aux opérations commerciales et financières avec l'étranger réalisés par les résidents | 304 |
| — Recommandation n° 89-01 de la COB relative à l'information à donner par les sociétés cotées sur leur degré d'exposition aux risques du marché | 304 |

V. — RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES
DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET DU SÉNAT :

| | |
|--|-----|
| <i>Entreprise</i> : Etablissement de documents prévisionnels : seuils en vigueur | 305 |
| <i>Participation</i> : généralisation de la participation dans les PME et PMI : statistiques | 306 |
| <i>Délit d'initié</i> : poursuite, pratique judiciaire, rôle de la COB .. | 306 |

gestion commerciale normale, distribution de bénéfiques (non), C.E.
7^e et 9^e sous-sect., 20 janv. 1989, concl. Mme de SAINT-PULGENT ... 268

VIII. — Procédures collectives.

Société en nom collectif et liquidation des biens, associés, extension de procédure, cour d'appel, audition en chambre du conseil (non), effet dévolutif. — Associés, extension de procédure, choix entre le règlement judiciaire et la liquidation des biens, Cass. com., 3 mai 1988, note Jean-Jacques DAIGRE 273

Société en nom collectif en liquidation des biens, associés, ouverture d'office d'une procédure collective, Cass. com., 25 mai 1988, note Jean-Jacques DAIGRE 277

Société en commandite simple, mise en redressement judiciaire, associé commandite unique, dissolution de la société, impossibilité légale d'un plan de redressement, Trib. com. de Mirecourt, 3 mars 1989, note Philippe MERLE 279

Société, dirigeants, action en comblement d'insuffisance d'actif social, prescription, point de départ, arrêté de l'état des créances, notion, Cass. com., 15 nov. 1988, note Adrienne HONORAT 284

III. — SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE :

Sommaires de jurisprudence par Yves GUYON 287

Association, bail commercial, application conventionnelle (non), Paris, 7 mars 1989 287

Société anonyme, expertise de gestion, demandeur, président du conseil d'administration, société placée sous administration judiciaire, Poitiers, 13 janv. 1988. 287

Société anonyme, actionnaire, action, transmission, convention extra-statutaire (validité), Angers 1^{re} ch., 20 sept. 1988 288

Société anonyme, Président du conseil d'administration, pouvoirs, cautions, avals et garanties, lettre d'intention, assimilation à un cautionnement, Paris 15^e Ch. soc. B, 13 janv. 1989 288

Société anonyme, commissaire aux comptes, honoraires, litige, incompétence du juge des référés, Paris, 10 mars 1989. 289

Société en général, dissolution, cause, juste motif mécontentement entre associé, Com. 31 janv. 1989 289

Société en général, groupe, personnalité morale (absence de), représentation (non), engagement personnel, Com. 3 nov. 1988 289

Directoire, président, membre, contrat de travail, compatibilité, directeur commercial et technique, subordination, révocation, Cass. soc., 17 nov. 1988, note Bruno PETIT 232

III. — Sociétés civiles.

Société civile professionnelle d'avocats, cession de clientèle (non), application de l'article 1843-4 c. civ. (non), évaluation du prix de cession des parts et conciliation des différends par le bâtonnier, Cass. civ. 1^{re}, 31 mai 1988, note Yves CHARTIER 239

Société civile immobilière associés, insuffisance de trésorerie, assemblée générale, appel de fonds, refus de souscrire, exclusion des associés réfractaires par l'assemblée générale, absence de clause statutaire d'exclusion, absence d'indemnisation, validité (non), annulation de la décision d'exclusion, Paris, 7 juin 1988, note Sabine DANA-DÉMARET 246

IV. — Groupements d'intérêt économique.

Objet, illicéité, nullité absolue, Cass. com., 7 janv. 1989, obs. ... 254

V. — Associations.

Dénomination, protection, conditions, originalité risque de confusion, Cass. civ., 8 nov. 1988, obs. 256

VI. — Droit pénal des sociétés.

SARL, gérant, responsabilité pénale, directeur commercial exerçant une gérance de fait, constatations suffisantes, Cass. crim. 13 déc. 1988, note Bernard BOULOC 257

SARL, abus de pouvoir ou de voix constitution de partie civile, recevabilité, préjudice personnel et direct, comité d'entreprise (non), Cass. crim., 4 nov. 1988, note Bernard BOULOC 265

VII. — Droit fiscal des sociétés.

Bénéfices imposables, distribution, primes de fidélité consenties contractuellement par une centrale d'achats à ses plus gros clients,

revue des sociétés

84 2
101 84

TABLE DES MATIÈRES

N° 2 - 1989

I. — DOCTRINE :

- « Les fonds communs de créances bancaires : un exemple du phénomène de « titrisation financière » (art. 34 à 42 de la loi n° 88-1201 du 29 déc. 1988) par Christian GAVALDA 187

II. — JURISPRUDENCE COMMENTÉE :

I. — Sociétés en général.

- Administrateur provisoire, désignation motifs, fonctionnement anormal de la société, menace d'annulation de la désignation des administrateur, mésentente entre associés, Cass. com., 17 janv. 1989, note Yves GUYON 209

- Dirigeants sociaux, responsabilité, tiers, faute, faute personnelle, Cass. com., 4 oct. 1988, note Alain VIANDIER 213

II. — Sociétés anonymes.

- Dirigeants, convention réglementée, intérêt indirect, art. 101, al. 2, L. 1966, créancier nanti, qualité d'actionnaire, abus de droit (non), Cass. com., 4 oct. 1988, note Yves CHAPUT 216

- Cautionnement, dirigeant social, engagement, validité, durée, fonctions, maintien ou cessation, cause du cautionnement (non), Cass. com., 3 nov. 1988 et 6 déc. 1988, note Philippe DELEBECQUE ... 221

- Fusion, absorption d'une société anonyme par une autre, information des actionnaires, demande de report de l'assemblée générale extraordinaire de l'absorbante, demande émanant d'un actionnaire détenant cinq actions depuis très peu de temps, défaut de communication de l'expertise des actifs immobiliers, communication non imposée par les textes, information suffisante sur la parité d'échange, Paris 1^{re} ch. B, 8 déc. 1988, note Paul LE CANNU ... 227